

Du Kosovo à Seattle, l'Assemblée dans la vie internationale



PARLEMENTS DU MONDE

États-Unis

D'une durée de deux ans seulement, le mandat des représentants américains est parmi les plus courts pratiqués dans les assemblées à travers le monde. La chambre des représentants se signale également par le quasi-monopole qu'y exercent les partis de gouvernement, démocrates et républicains détenant à eux seuls plus de 99% des sièges. A noter enfin que le taux de participation aux élections législatives, traditionnellement très bas aux États-Unis, a poursuivi sa chute au cours des années 1990. Lors du dernier renouvellement de 1998, il s'est établi à 36%, ce qui en fait le taux le moins élevé des grandes démocraties occidentales.

435 membres

13,3% de femmes



Principales formations politiques

- > Parti républicain > 223
- > Parti démocrate > 211
- > Indépendant > 1

Président :

M. J. Dennis Hastert

www.house.gov

TOUT AU LONG DE L'ANNÉE 1999, L'ASSEMBLÉE A RELAYÉ, AUPRÈS DU GOUVERNEMENT COMME DE L'UNION EUROPÉENNE, LA VOLONTÉ LARGEMENT PARTAGÉE PAR LES CITOYENS DE CE PAYS DE VOIR ÉDIFIER UN MONDE PACIFIÉ, PLUS RESPECTUEUX DE LA DIVERSITÉ

CULTURELLE ET DES IMPÉRATIFS DE SANTÉ PUBLIQUE. LES DÉBATS CONSACRÉS PAR LA REPRÉSENTATION NATIONALE AU CONFLIT DU KOSOVO COMME À LA PRÉPARATION DU CYCLE DE NÉGOCIATIONS COMMERCIALES MONDIALES AU SEIN DE L'OMC ONT PARTICULIÈREMENT ILLUSTRÉ CETTE DIMENSION ESSENTIELLE DU TRAVAIL PARLEMENTAIRE.



M. Pierre-André Wiltzer, vice-président de l'Assemblée, accueille SM Abdallah II, roi de Jordanie.

> Kosovo : l'Assemblée au centre du débat politique

Durant la crise du Kosovo, l'Assemblée nationale s'est imposée comme le lieu incontournable où se sont exprimées toutes les sensibilités et où ont pu être développés tous les arguments sur ce conflit. Dès le 23 mars, la commission des affaires étrangères prenait ainsi l'initiative d'un échange de vues entre les députés et le ministre des affaires étrangères, M. Hubert Védrine. Trois jours plus tard, c'est, plus solennellement encore, dans l'hémicycle, que le Gouvernement procédait à une déclaration relative à l'engagement militaire de la France. **Chaque groupe politique a ainsi pu exposer devant l'opinion sa position face à la crise et à l'engagement des troupes françaises dans ce conflit.**



L'Assemblée participe également à la vie internationale en organisant de nombreux forums de réflexion diplomatique

L'Assemblée a également tenu à exercer vis-à-vis du gouvernement son entière fonction de contrôle. C'est ainsi que, grâce à plus de cinquante auditions régulières des ministres concernés, les commissions de la défense et des affaires étrangères ont été associées au suivi diplomatique et militaire du conflit. Enfin, à son issue, la commission des finances a confié à son rapporteur spécial des crédits de la défense, M. Jean-Michel Boucheron, l'élaboration d'un rapport (n°1775) sur les coûts des opérations militaires françaises, confirmant ainsi la vocation de l'Assemblée à contrôler étroitement la dépense publique, y compris sur les terrains les plus difficiles.



M. Jean-Michel Boucheron, rapporteur spécial des crédits de la défense, en mission à Igoussouc.

> OMC : l'Assemblée prend position

A la veille de l'ouverture du "cycle du millénaire" dans le cadre de l'OMC, l'Assemblée a tenu, par le vote d'une résolution, à rappeler son point de vue sur les positions à défendre lors de ces négociations. Destinée à la Commission européenne qui représente les Etats-membres, cette résolution a souligné la nécessité pour l'Union de se faire le porte-parole des pays en voie de développement, a exhorté la commission à adopter "une attitude résolument offensive sur le renforcement des normes de sécurité sanitaire et alimentaire" ainsi que sur "la diversité culturelle" et a, enfin appelé l'Europe à lier "les questions commerciales et les normes fondamentales du travail".

> Agir partout pour la démocratie

Il faut enfin mentionner, au chapitre de l'activité internationale de l'Assemblée, son action constante en faveur des jeunes démocraties à travers le monde. Cette année encore, 5 "missions d'observation électorale" auront été effectuées de l'Ukraine à l'Indonésie, contribuant ainsi à l'établissement du pluralisme dans plusieurs États de la planète.



Mission d'observation électorale au Mozambique

Assemblée nationale et assemblées internationales

L'implication internationale de l'Assemblée s'exprime également par sa participation aux travaux de plusieurs assemblées parlementaires internationales. Certaines ont une vocation planétaire, comme la plus que centenaire Union interparlementaire (U.I.P.). D'autres ont une vocation régionale : Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale ou encore, Assemblée parlementaire de l'OSCE, qui a organisé, conjointement avec l'Assemblée nationale, une conférence sur "les coopérations économiques en Europe face aux nouveaux enjeux", qui s'est tenue à Nantes en octobre 1999.

Le Palais Bourbon dialogue avec le Bundestag et la Douma

1999 aura vu l'inauguration d'une nouvelle enceinte de diplomatie parlementaire : les rencontres franco-germano-russe. A deux reprises, des délégations des trois parlements nationaux se sont rencontrées, procédant à de larges échanges de vues sur l'équilibre du continent.

Au terme de la seconde rencontre, tenue à Moscou, l'un des représentants français, M. Jean-Louis Bianco, a pris l'initiative d'un rapport sur la situation en Russie. Soulignant les dangers que font naître pour l'ensemble du continent les difficultés intérieures de la Fédération, le rapport conclut à l'absolue priorité de mieux insérer la Russie dans le jeu européen.